

73.04.01 Document d'objectifs Natura 2000 (DOCOB)

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements non productifs
Base réglementaire : article du PSN	article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	DOCOB Natura 2000
Indicateurs de résultats associés	R27 : Performances liées à l'environnement ou au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation à celui-ci dans les zones rurales.
Indicateurs de réalisation associés	O23 : Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements non productifs en dehors des exploitations agricoles
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le réseau européen Natura 2000 permet de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles régionales.</p> <p>Natura 2000 contribue à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restaurer et maintenir la qualité des paysages et des milieux naturels, forestiers et agricoles ; - Favoriser les continuités écologiques (trame verte et bleue) ; - Restaurer et maintenir la qualité des milieux aquatiques et des cours d'eau ; - Encourager les pratiques agro écologiques ; - Encourager la prise en compte des risques de dégradation des sols dans la gestion forestière. <p>Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs (DOCOB) est élaboré localement sous l'égide d'un comité de pilotage (COPIL).</p> <p>Conformément à l'article R414-11 du code de l'environnement, un DOCOB est constitué d'un rapport de présentation, des objectifs de développement durable du site, des propositions de mesures de toute nature permettant d'atteindre ces objectifs, de la description des contrats Natura 2000 prévus, de la liste des engagements faisant l'objet de la charte Natura 2000 du site, et des modalités de suivi des mesures projetées et des méthodes de surveillance des habitats et des espèces en vue de l'évaluation de leur état de conservation.</p> <p>Le DOCOB doit être mis à jour régulièrement. Deux types de mises à jour existent : actualisation et révision.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La révision d'un DOCOB s'effectue dans les mêmes conditions que celles prévues pour son

	<p>élaboration (article R.414-9-7 du code de l'environnement) et implique un examen du DOCOB dans la perspective de modifications importantes, notamment quand les enjeux du site évoluent. Selon les cas, l'animation en place se poursuit, si l'autorité administrative estime que cela est possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'actualisation du DOCOB est une modification mineure qui rentre dans le programme d'animation annuel ou pluriannuel du site, et qui n'a pas d'impact financier significatif sur la dotation d'animation. Une actualisation peut être réalisée par exemple en fonction des évolutions techniques, juridiques et financières liées à Natura 2000, qui ne remettent pas en cause les objectifs et les mesures qui ont fait l'objet de concertation. <p>Les actions éligibles au titre du dispositif « DOCOB Natura 2000 » sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un DOCOB, - la révision d'un DOCOB. <p>Le présent dispositif concerne les sites Natura 2000 terrestres ou mixtes <u>majoritairement terrestres</u> de Nouvelle-Aquitaine. Les sites Natura 2000 <u>marins et mixtes majoritairement marins</u> sont exclus.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2025
2. Éligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les structures porteuses désignées par le COPIL du site Natura 2000 ; - L'autorité administrative responsable de la politique Natura 2000 à défaut de structure-porteuse désignée, le cas échéant ; - Les établissements publics désignés d'office.
Conditions d'éligibilité	<p>Les opérations portent sur les sites Natura 2000 désignés ou proposés à la Commission européenne (sites d'importance communautaire, propositions de sites d'importance communautaire, zones de protection spéciales ou zones spéciales de conservation).</p> <p>Pour l'élaboration du DOCOB, le COPIL doit avoir désigné une structure porteuse conformément au code de l'environnement ou, à défaut, l'autorité administrative.</p> <p>Pour la révision du DOCOB, le COPIL doit avoir autorisé la révision du DOCOB et désigné une structure porteuse conformément au code de l'environnement ou, à défaut, l'autorité administrative.</p>

Coûts éligibles	Les actions sont menées en régie et/ou en prestations externes. Les coûts éligibles sont : <ul style="list-style-type: none"> - Les dépenses de personnel, - Les dépenses de déplacement et de mission, - Les coûts indirects, - Les prestations de service, - Les fournitures et équipements directement et intégralement liés à l'opération.
Inéligibilités	Sont inéligibles les actions qui ne sont pas directement liées à l'élaboration ou à la révision du DOCOB du site. D'autres inéligibilités en termes de dépenses et de bénéficiaires pourront être instaurées, celles-ci seront précisées dans les documents de mise en œuvre le cas échéant.
Eligibilité temporelle des dépenses	Ces éléments seront précisés dans les documents de mise en œuvre.
Eligibilité géographique	Le site concerné doit être localisé sur le territoire de l'autorité régionale, ou être placé sous son autorité administrative dans le cas de sites interrégionaux. <u>Le site doit être terrestre ou mixte majoritairement terrestre (site dont la surface terrestre est supérieure à 50% selon donnée INPN liée à la limite terre/mer).–</u>
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement. Le FEDER peut intervenir sur les actions menées en zones Natura 2000, exceptées celles effectivement financées par le FEADER : élaboration, révision et animation des documents d'objectifs Natura 2000 (DOCOB), contrats Natura 2000.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de selection	Conformément au RUE 2021-2115 art 79, cette intervention peut ne pas faire l'objet d'une sélection.
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	Non
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux maximum d'aide publique : 100%.
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	80 %
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Principal : Région Nouvelle-Aquitaine. Ponctuels : Collectivités territoriales, Agences de l'eau, Etat
5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	Pas de plancher
Plafonds (en dépenses éligibles)	Pas de plafond
Modalités de versement	Avance, acompte, solde.

	Les modalités d'application sont précisées dans les documents de mise en œuvre.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaires) distinguant trois catégories de postes : "cadres" ; "hors cadres" ; "stagiaires". - Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. - Frais de déplacement : taux forfaitaire de 5,5% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Sans objet
Réglementation aides d'Etat	Les actions entrant dans le champ concurrentiel (analyse au projet) s'appuieront sur un des deux régimes suivants : Régime cadre exempté de notification N°SA.111666 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2024-2026 ou SA.108225 - Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire.
Maintien des dépenses :	Non concerné